

lui. Tous ceux qui contribuent à cet oubli et à la banalisation du plus grand crime contre l'humanité portent une effrayante responsabilité. **Théo SAINT-JEAN.**

la protestation ne suffit pas

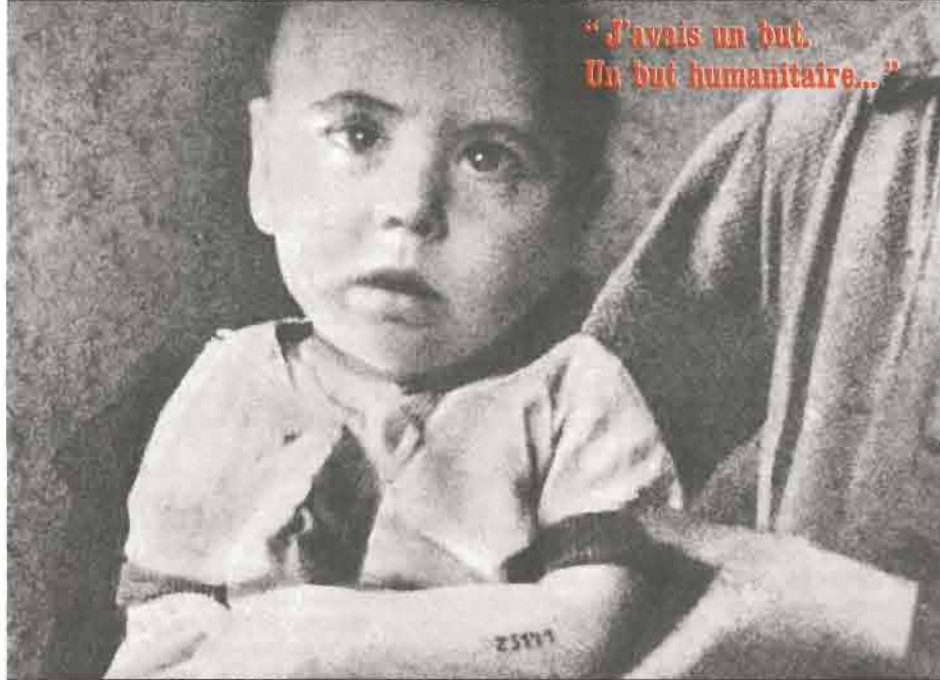
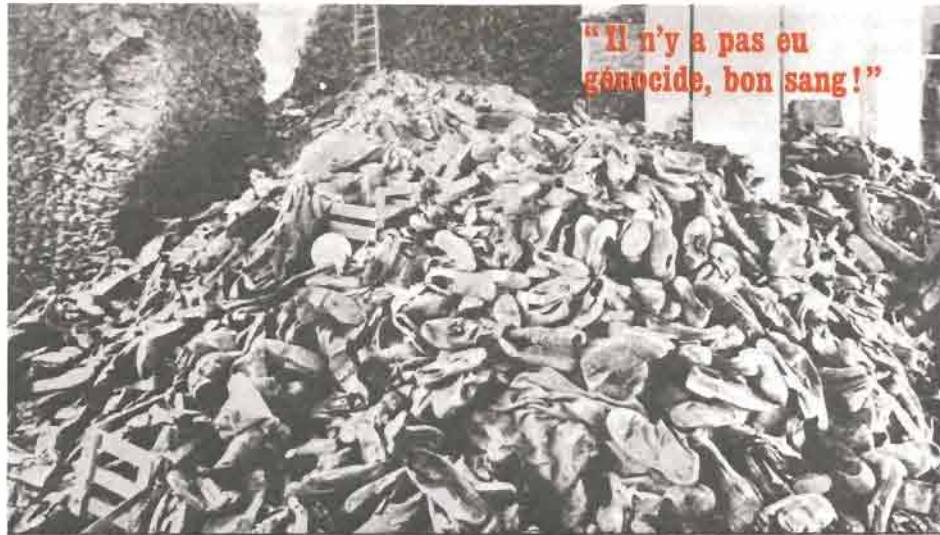
L'interview de Darquier de Pellepoix, ex-commissaire général aux questions juives, dans l'Express du 28 octobre et le passage à la télévision d'un film relatant les états d'âme d'« Eva Hitler, née Braun » ont porté cette réalité à un stade nouveau, non qu'il s'agisse là de faits radicalement nouveaux, mais par l'étendue des protestations qui ont suivi, et leur qualité.

Ainsi donc, l'Express décidait de donner pour la première fois depuis la guerre, une tribune au responsable direct de l'extermination de plus de 75 000 juifs de France. Comme on pouvait s'en douter, ce criminel en grand, qui n'a jamais payé ses monstruosité, s'en est servi pour étaler sur seize pages la plus grande densité de calomnies antisémites qu'il ait été permis de lire dans un journal français depuis la libération. La forme de l'interview, choisie par l'Express, les phrases de Darquier, systématiquement reprises en exergue de chaque page, empêchaient qu'on puisse montrer l'étendue des mensonges proférés par ce fossile de la *solution finale*. Malgré la vigueur des questions posées par le journaliste, qui ne permettent pas de douter de sa bonne foi, ceux qui n'ont pas connu cette période, ceux que la suppression de la commémoration du huit mai et les appels à l'oubli ont privé d'une information objective n'auront pas d'éléments autres que passionnels pour contredire les abominations du fonctionnaire vichyste. Mais cette fois, une double et courageuse intervention de Mme Simone Veil, ministre de la Santé, a permis qu'à propos du « scoop » de l'Express comme de l'Eva Braun télévisée, l'opinion se ressaisisse. Chacun en a parlé, semblant découvrir un problème que nous dénonçons depuis des mois. Très justement, le ministre de la Santé a relié cette affaire au développement préoccupant de tous les racismes dans notre pays.

Mais alors, que se passe-t-il ? Qu'un ministre ouvre la bouche et la fanfare de la grande presse tonne. Qu'il se taise et l'on revient à la musique de chambre... ou au point d'orgue ! Qu'on aimerait voir le gouvernement donner plus souvent de la France un visage plus digne face à la montée tragique du racisme. Malheureusement, Mme Simone Veil elle-même reste le ministre de la Famille dans une France où l'on interdit les mariages avec des étrangers, où la réunion des familles est devenue impossible pour des centaines de milliers de travailleurs, le ministre d'un gouvernement qui promulgue, sous forme de circulaires, une législation d'apartheid contre les travailleurs immigrés, qui laisse se reconstituer des mouvements racistes dissous comme **Jeune Nation**, qui laisse courir les criminels racistes et néonazis, etc...

Ici comme ailleurs, la protestation ne suffit pas ! **Théo SAINT-JEAN**

Le map est intervenu auprès de l'Express qui a publié une mise au point signée de Pierre Paraf, d'Albert Lévy et d'Alfred Kastler. Albert Lévy a également participé à l'émission « Le téléphone sonne », à France-Inter, en face de Jean-François Revel, directeur de l'Express. Plainte a été portée contre Darquier de Pellepoix « et tous complices ».



■ en direct ■

il fait froid dans les paradis de l'apartheid

Soweto ? Un paradis ! C'est une brochure diffusée dans des municipalités françaises par l'ambassade d'Afrique du Sud en France qui l'affirme. Sikosé Mji, une jeune étudiante de Soweto en exil, rétablit, ici, la vérité.

Comment peut-on faire l'apologie de l'apartheid et d'une de ses plus monstrueuses créations : Soweto ? c'est pourtant l'entreprise révoltante à laquelle s'est livrée l'Ambassade d'Afrique du Sud dans une brochure largement diffusée, notamment auprès des municipalités, qui tend à présenter le ghetto noir de Johannesburg comme un petit paradis.

Je ne m'attarderai pas sur le mensonge qui consiste à dire qu'il y a plusieurs cinémas à Soweto (le seul qui existe pour cette agglomération d'un million de personnes s'appelle **Eyethu**, ce qui signifie « *le nôtre* » !). Faut-il également relever que la moitié des habitants n'ont pas l'eau courante, tandis que l'autre moitié doit se contenter d'eau froide, que la plus grande partie d'entre nous doit faire la queue pour accéder à l'unique water de tout le bloc d'habitation. On est bien loin de ce que prétend cette brochure.

Ce qui m'étonne le plus dans cette plaquette est la mention de nombreux équipements luxueux, comme par exemple un théâtre à ciel ouvert, dont je n'ai même jamais entendu parler, en dépit du fait que je sois née et que j'aie passé toute ma jeunesse à Soweto. A aucun moment ne sont évoquées les conditions de vie quotidiennes sciemment imposées par le régime d'apartheid aux habitants du plus grand ghetto d'Afrique.

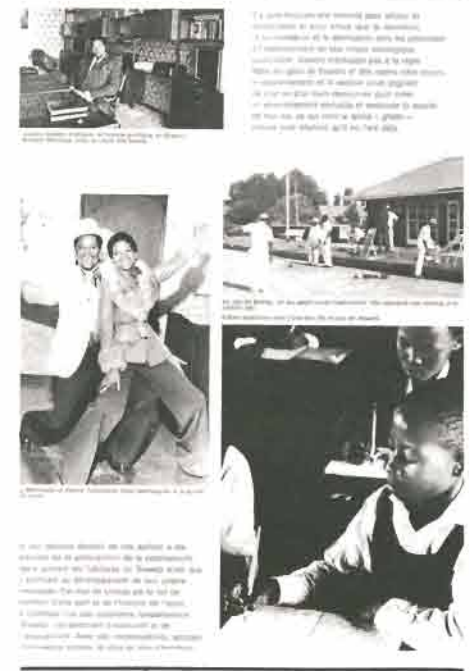
misère et malnutrition

Les baraques de 50 m² que le gouvernement sud-africain réserve à chaque famille correspondent à la surface d'un studio, en France. Or doivent y vivre en moyenne huit personnes. La brochure ne montre pas l'intérieur de ces « *logements* », et pour cause : ils ne contiennent ni salle de bain, ni toilettes, ni chambres. Les toilettes à l'extérieur, sont au minimum partagées par deux familles. Les

locataires ont la charge de terminer le logement qui leur est dévolu, quoiqu'ils ne puissent en aucun cas en faire l'acquisition. Crépir les murs, mettre un plafond, aménager les fenêtres, tout cela est à la charge de l'occupant. Par contre, il est interdit d'ajouter une salle de bains où tout autre commodité : « *Les indigènes n'ont pas besoin de salle de bain !* » Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que la tuberculose et la malnutrition sévissent à Soweto. Les salaires de misère des ouvriers noirs en Afrique du Sud rendent aussi difficile d'y remédier que d'aménager correctement sa maison.

La brochure présente en outre les quelques villas du quartier de Dube dans lesquelles on

la propagande



nous permet d'entrer. Comme aucune explication n'est donnée, il peut sembler au lecteur que tout citoyen noir de l'Afrique du Sud peut espérer connaître de telles conditions de vie.

Quels sont les faits ? Durant les années 30, la municipalité de Johannesburg commença à construire des baraques dans la zone sud-ouest de la ville dans le but de contrôler la croissance de la population africaine de cette région en pleine révolution industrielle. Les Noirs devaient s'y installer afin de ne pas se mêler aux Blancs. Une partie d'entre-eux, déjà installés à « *Sophia-Town* », formaient une « *tache noire* » au sein de la ville blanche. On entreprit donc de les déplacer. Mais pour calmer leur colère, le gouvernement leur octroya des concessions de 90 ans, réduites à 30 ans dès que l'opération eut pris fin et que « *Sophia-Town* » enfin débarrassé de ce chancre, soit devenu un honnête quartier blanc sous le nom de... « *Triumpf* » !

cages à lapin

En 1967, une nouvelle législation fut introduite, abolissant la concession de 30 ans et faisant entrer les habitants de Dube dans le droit commun, c'est-à-dire, les transformant en locataires comme les autres. En raison du tarif élevé des loyers, le plus grand nombre des villas a dû être réaménagé pour loger une famille par pièce. Ainsi, même la pièce dans laquelle la brochure de l'Ambassade raciste nous permet d'entrer est une espèce en voie de disparition, laminée, comme le reste, par le régime de l'apartheid qui tend à réduire peu à peu les rares signes de bien être dans l'habitat à la « *cage à lapin* » de rigueur à Soweto.

Sikosé MJI
Étudiante de Soweto en exil.

la réalité

